

Francophones déçus mais offensifs en Flandre

■ Tout repart à zéro pour l'Association des francophones (APFF).

Les militants de la cause (culturelle) francophone en Flandre doivent avoir une solide santé! Car bonnes nouvelles et douches écossaises se suivent à répétition pour l'Association pour la promotion de la francophonie en Flandre. Avant les élections du 25 mai, elle avait mis beaucoup d'espoirs dans l'engagement du ministre des Affaires étrangères Didier Reynders à la consulter pour préparer le rapport que la Belgique doit remettre l'an prochain pour l'examen périodique de respect des droits de l'homme à l'Onu. Edgar Fonck est beaucoup moins optimiste au moment de l'atterrissage du gouvernement "suédois".

A vrai dire, le moral n'y est plus depuis la mise en place du gouvernement flamand

pendant les vacances avec l'annonce qu'il ne tiendrait pas compte des critiques du Conseil d'Etat et continuerait à faire appliquer les circulaires Peeters telles quelles.

Dernière tuile en date: l'Onu a décidé de ne pas poursuivre l'examen de la plainte pour "non-respect des droits culturels et du statut de minorité des francophones de Flandre". Selon Edgar Fonck, les réponses fournies par la Belgique auraient été "satisfaisantes"!

L'appui de Georges Clerfayt

Face à tous ces contretemps, l'association des francophones de Flandre n'est pourtant pas désespérée: l'ancien député FDF Georges Clerfayt a décidé de l'épauler dans la relance du dossier, lui qui fut l'artisan du rapport Nabholz et de la résolution du Conseil de l'Europe appelant la Belgique à ratifier la convention-cadre pour la protection des minorités...

Christian Laporte